

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MAIRIE de PONT-L'ÉVÈQUE

Service urbanisme
58 Rue Saint-Michel
BP 42
14130 PONT-L'ÉVÈQUE

| DOSSIER N° DP 014 514 24 U0110 M01 | |
|---------------------------------------|---|
| Date de dépôt : | 03/03/2025 |
| Date d'affichage de l'avis de dépôt : | 13/03/2025 |
| Demandeur : | SASU EDF SOLUTIONS SOLAIRES, représentée par Madame Sophie LESOUEF, pour le compte de Monsieur Hervé BUCAILLE et Madame Alexandra GUERARD |
| Adresse du terrain : | 10, Rue du Rouge Duret Lotissement « Le Mont Fiquet II » (lot n°209) 14130 PONT-L'ÉVÈQUE |
| Nature des Travaux : | Installation de panneaux photovoltaïques sur le toit d'une habitation Modification de l'implantation des panneaux photovoltaïques |

**ARRÊTÉ
de non opposition à une déclaration préalable
modificative, avec prescriptions
au nom de la commune de PONT-L'ÉVÈQUE**

Le Maire de la commune de PONT-L'ÉVÈQUE

Vu la déclaration préalable présentée le 03/03/2025 par la SASU EDF SOLUTIONS SOLAIRES, représentée par Madame Sophie LESOUEF, domiciliée 6Bis Rue René Fonck à SAINT-AIGNAN-GRANDLIEU (44860), pour le compte de Monsieur Hervé BUCAILLE et Madame Alexandra GUERARD, demeurant 10, Rue du Rouge Duret, lotissement « Le Mont Fiquet II » (lot n°209) à PONT-L'ÉVÈQUE (14130) ;

Vu l'objet et le contenu de la déclaration :

- Installation de panneaux photovoltaïques sur le toit d'une habitation :
 - Sur un terrain cadastré section AO n°346, situé 10, Rue du Rouge Duret, Lotissement « Le Mont Fiquet II » (lot n°209) à PONT-L'ÉVÈQUE (14130) ;

Vu l'objet et le contenu de la déclaration préalable modificative (n°1) :

- Modification de l'implantation des panneaux photovoltaïques ;

Vu la pièce modificative (Cerfa) reçue via le guichet unique dématérialisé le 24 mars 2025 ;

Vu la LOI n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, et notamment son article 75 ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles A.431-3-1 et R.421-17 alinéa a ;

Vu le Code du Patrimoine, et notamment ses articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 créés ou modifiés par la Loi susvisée ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 5 mars 2020, modification selon une procédure simplifiée n°1 approuvée le 7 octobre 2021, modifications n°1 à 6 de droit commun approuvées le 12 décembre 2024 rendues exécutoires le 21 janvier 2025 ;

Vu le règlement de la zone U (secteur UF1) ;

Vu l'**absence d'observations** de l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis en date du 27 mars 2025, considérant que le projet objet de la demande n'est pas situé dans le champ de visibilité du 59 Rue de Vaucelles, monument historique inscrit (projet non soumis à la protection au titre des abords) ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable modificative sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Certaines des prescriptions mentionnées dans l'arrêté de non opposition à la déclaration préalable n° DP 014 514 24 U0110 sont maintenues et devront être respectées.

Rappel des prescriptions de l'arrêté de non opposition à la déclaration préalable délivré le 23/01/2025 :

« En application de la section 2 intitulée « CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES » du règlement applicable aux zones U (secteur UF1) du PLUi et, plus particulièrement, du chapitre « Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère » qui dispose que « l'insertion des panneaux solaires ou photovoltaïques ou toutes autres solutions techniques relatives à la production d'énergie solaire sont autorisés sous réserve que ceux-ci soient en cohérence avec l'architecture des constructions. Ces panneaux pourront être posés en surimposition de la toiture à condition de ne pas excéder 10 cm d'épaisseur [...] Dans tous les cas, les cadres formant structure aux panneaux devront être de teinte noire ou gris anthracite », il est nécessaire que :

- *les cadres métalliques formant structure aux panneaux photovoltaïques projetés soient de teinte noire ou gris anthracite, et non de teinte blanche ou gris métallique ;*
- *les panneaux soient posés à fleur des ardoises de la couverture (surépaisseur de 10 cm maximum). »*

Fait à PONT-L'ÉVÈQUE, le 28/03/2025

Le Maire,
Yves DESHAYES



Informations complémentaires :

Le terrain objet de la demande est situé dans une zone prédisposée à la présence de cavités. Source : cartographie c@rmen - DREAL Normandie.

Le terrain est situé dans une zone de risque sismique (aléa très faible). Source : cartographie c@rmen - DREAL Normandie.

Le terrain objet de la demande est situé dans une zone prédisposée au retrait et au gonflement des argiles (aléa moyen). Source : cartographie c@rmen - DREAL Normandie.

Le dossier relatif au raccordement au réseau ENEDIS a été instruit sur l'hypothèse d'une absence d'impact des travaux projetés sur l'alimentation électrique existante.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut/peuvent contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il(s) peut/peuvent saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il(s) peut/peuvent également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable peut/peuvent commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19, est disponible soit à la mairie, soit sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une période d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de l'arrêté de non-opposition au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date de délivrance de l'arrêté de non opposition à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) et de lui/leur permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :

Il(s) doit/doivent souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du Code des assurance

REÇU EN PREFECTURE

le 31/03/2025

Application agréée E-legalite.com

99_AR-014-200086379-20250328-DP014514241